

UNION EUROPÉENNE

La Pologne rentre dans le rang démocratique

La démarche est suffisamment rare pour être saluée, comme il se doit, par un flot de déclarations enthousiastes. La Pologne, par la voix de ses ministres de la Justice et des Affaires européennes, s'est invitée à la table du Conseil de l'Union européenne, ce mardi, pour exposer son plan d'action, destiné à restaurer l'Etat de droit. Adhésion au parquet européen, respect intégral des décisions de la Cour de justice de l'UE, indépendance de la justice, notamment via la désignation des juges par leurs pairs, réforme des cours constitutionnelle et suprême... La liste est longue, qui ne pourra être mise en œuvre en un jour – d'autant que certaines mesures nécessiteront la signature du président Duda, opposant notoire au nouveau gouvernement. Qu'à cela ne tienne, ce plan d'action « est un engagement clair », a salué Didier Reynders, commissaire en charge de la Justice. « Et une étape importante, positive », a renchéri Vera Jourova, en charge des Valeurs. Des propos qui ont trouvé un écho, dans la salle où les ministres des Affaires européennes étaient réunis. De quoi extraire la Pologne du groupe des « mauvais élèves européens », où elle voisinait avec la Hongrie. De quoi, surtout, la libérer de la procédure dite « article 7 », en vertu de laquelle les Etats membres suspects de violation des valeurs fondamentales de l'UE, doivent rendre des comptes devant le Conseil, et s'exposent, hypothétiquement, à des sanctions. A charge, pour la Commission, d'évaluer (et acter) les progrès accomplis par Varsovie ; « ce sera fait dans les prochaines semaines », a assuré Didier Reynders. Pareil satisfecit serait aussi synonyme, pour le Premier ministre Donald Tusk (PPE), de la libération des fonds du plan de relance – près de 60 milliards au total, dont 25 sous forme de subsides, le solde via des emprunts. Des bonnes nouvelles qui pourraient s'enchaîner d'ici la fin mai, en tout cas avant le scrutin européen... V.L.A.

DIPLOMATIE

Décès de Navalny : Washington promet un paquet de sanctions



Ce mardi, alors que la Belgique demandait officiellement la mise en place d'une enquête indépendante, le décès d'Alexei Navalny continuait de remuer les milieux diplomatiques à l'échelle de la planète. Les Etats-Unis adopteront vendredi un train de « sanctions majeures » contre Moscou, a annoncé mardi la Maison-Blanche. « A l'initiative du président Biden, nous annoncerons vendredi un ensemble de sanctions majeures afin de tenir la Russie responsable de ce qui est arrivé à M. Navalny », a déclaré John Kirby, le porte-parole du Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche. Il a précisé que ces nouvelles sanctions répondaient également à « tous les actes s'inscrivant dans cette guerre cruelle et brutale qui fait rage depuis deux ans » en Ukraine. Selon John Kirby, « quelle que soit l'histoire que le gouvernement russe décidera de raconter au monde, il est clair que le président Poutine et son gouvernement sont responsables ». AFP

Génération Maïdan

4/6

GUERRE EN UKRAINE

2014-2024, une décennie qui a vu les Ukrainiens débouler sur la place Maïdan, à Kiev, puis les chars russes envahir leurs frontières. Deux ans après l'invasion, l'esprit de la révolution est toujours bien présent. Jusqu'au 24 février, Le Soir publiera une série de portraits de ceux qui ont fait le Maïdan d'hier et l'Ukraine d'aujourd'hui.

« Commandant Denis », le gardien du temple d'Ianoukovitch

A l'issue de la révolution de Maïdan, l'activiste Denis Tarakhkotelik, fut le premier à pénétrer dans Mejhiria, la somptueuse résidence du président pro-russe en fuite, Viktor Ianoukovitch. Dix ans plus tard, il tente de protéger ce vestige de la corruption des appétits de nouveaux vautours.

PORTRAIT

STÉPHANE SIOHAN
CORRESPONDANT À KIEV

Le 22 février au matin, Denis Tarakhkotelik, qui s'est autoproclamé « commandant du peuple », se met à marcher dans le vaste parc entourant la demeure, voulant s'assurer que tout danger est écarté.

© STÉPHANE SIOHAN

Le 21 février 2014, à la nuit tombée, Maïdan, la place de l'Indépendance de Kiev, est au bord de l'explosion. Dans les heures qui ont précédé, au pic des affrontements, plus d'une centaine de manifestants ont été tués par balles par les forces spéciales de la police du régime de Viktor Ianoukovitch. L'Ukraine pleure, mais Maïdan enrage. Les responsables de l'opposition politique, le boxeur Vitaly Klitschko en tête, tentent de vendre au peuple un accord politique avec le président pro-russe. Mais la foule refuse, tangue et, dans la houle, un jeune activiste arrache le micro au poids lourd, demandant la déposition immédiate d'Ianoukovitch, faute de quoi, les gens de Maïdan marcheront dès le lendemain à 10 h, armes à la main, vers le palais de Mejhiria, la résidence ultra-luxueuse de Viktor Ianoukovitch.

Ianoukovitch est déjà loin

Le 22 février au matin, environ 500 activistes de Maïdan piétinent au portail du territoire de 138 hectares, à une trentaine de kilomètres au nord de Kiev, pensant que l'endroit est miné. Parmi eux, Denis Tarakhkotelik, qui s'est autoproclamé « commandant du peuple ». Cet entrepreneur originaire de Tchernivtsi, philosophe et théologien de formation, se met à marcher dans le vaste parc entourant la demeure, voulant s'assurer que tout danger est écarté.

Sauf que Viktor Ianoukovitch n'est plus là. Durant la nuit, il s'est enfui vers Kharkiv, puis la Russie, laissant derrière lui Mejhiria, la « Honka », le manoir hallucinant de bois, de marbre et de cristal qu'il s'est construit, en pillant les trois années précédentes la bagatelle de 40 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat.

Les sacs d'argent ont été embarqués dans des voitures, puis dans des hélicoptères. « Je voulais que personne ne meure ici, car il y avait des armes », explique rétrospectivement « Commandant Denis », comme il se surnomme. Il trouve avec ses hommes des trésors, des œuvres d'art, des bouteilles de vin sans prix, des cadeaux d'Etat, mais aussi, effectivement, des armes...

La foule découvre l'ampleur du vol

Le territoire de Mejhiria, construite sur le site d'un monastère millénaire, est sé-

curisé. « Des révolutionnaires ont pris quelques trophées, six bouteilles d'alcool par sac, quelques vêtements d'Ianoukovitch, des statues, mais on a réussi à maintenir sur place 99 % du patrimoine accumulé », nous raconte-t-il, dix ans plus tard, un jour de février 2024. En quelques heures, Mejhiria s'ouvre à la foule de Kiev, qui découvre effarée l'ampleur du vol organisé par le régime pro-russe.

Denis s'autoproclame chef du lieu, avec l'assentiment de la foule de révolutionnaires. « Sur le moment, j'avais tellement de problèmes à gérer, ce lieu à sécuriser, que la seule chose qui m'a profondément marqué jusqu'à ce jour, c'est l'absence d'odeur dans la résidence de Viktor Ianoukovitch », relate Denis. « C'était comme du vide, il y avait dans la résidence sept pièces équipées de système de purification d'air, et alors que seulement trois personnes vivaient dans cet immense palais, ça ne sentait rien, comme s'il n'y avait pas de vie dans cette maison. On ne voyait pas la moindre particule de poussière : une armée de femmes d'intérieur nettoyaient constamment cet endroit, comme le service de réanimation d'un hôpital. Au moins 350 personnes étaient au service de la famille, sans compter cinq corps d'armes pour la sécurité. »

Les autruches d'Ianoukovitch

Durant les premières semaines après la révolution, les Kiéviens se ruent dans le parc de Mejhiria pour voir là où est passé leur argent. Le manoir, bien sûr, avec ses marqueteries, ses lustres et ses meubles italiens coûtant chacun des millions. Mais aussi la lubie du dirigeant autoritaire Ianoukovitch, qui se constituait une ménagerie de cent animaux et de plus de 600 espèces d'oiseaux, parmi les plus rares, dont une dizaine de dogues du Tibet, considérés comme les chiens les plus chers au monde. Plus tard, en exil, Viktor Ianoukovitch, interrogé par les télévisions russes, déclarera à quel point lui manquent les autruches qu'il a laissées à Mejhiria. Le territoire, appartenant à l'Etat, est confié à une organisation de la société civile dirigée par Denis Tarakhkotelik.

L'endroit est renommé « parc récréatif et artistique de Mejhiria », officiellement sous la tutelle publique, mais géré par le Commandant Denis et une centaine de personnes qui s'occupent des

animaux, des dizaines de voitures de luxe, certaines datant des années 1930, de l'héritage Ianoukovitch. Le week-end, des familles kiéviennes viennent s'y balader, prendre l'air de la forêt, une partie de l'argent partant pour financer l'effort de guerre dans le Donbass. « Ce parc devrait être géré par une communauté citoyenne, avec un musée de la corruption, les restes du monastère millénaire, un zoo, un centre de dressage pour chiens et des camps pour les enfants », estime Denis. « Nous voulons que le site soit géré comme Central Park à New York, comme une organisation publique et non une propriété d'Etat. »

Un coût d'entretien astronomique

Seulement, Mejhiria, qui a été assiégé par les Russes sans tomber en mars 2022, fait face à de nouveaux prédateurs. Le coût d'entretien de la résidence, et en particulier les soins aux animaux, aux anciens chiens d'Ianoukovitch, est astronomique. Des dizaines de milliers d'euros par mois. Les billets d'entrée payés par les visiteurs peinent à alimenter le budget. En juillet 2023, en pleine guerre, une loi a été votée par la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien, pour que l'Etat reprenne la main sur le site et fasse revenir au budget de l'Etat les revenus générés par les visiteurs qui, d'ailleurs, se font plus rares alors que le site est souvent fermé depuis le début de l'invasion russe. « Commandant Denis » sent les loups rôder, attirés par l'appât du gain, et l'extorsion d'un site classé.

Denis, qui souhaite que Mejhiria reste ouvert à la population, craint les projets de lois passés par le gouvernement. « Ils vont vendre le site, j'ai peur que des hôtels ou des complexes de loisirs privés soient créés », dit-il. « Après la révolution de Maïdan, nous avons retourné Mejhiria à la communauté, cet endroit qui avait été volé à l'Etat, et maintenant des gens autour du gouvernement veulent le récupérer, pas pour le donner à une personne comme autrefois, mais à dix personnes. » Denis Tarakhkotelik a voté pour Volodymyr Zelensky en 2019, mais il voit « des traîtres autour de lui ». Il espère lui parler, « ne serait-ce que de cinq minutes » pour lui en parler, mais craint qu'en temps de guerre, des anciens associés d'Ianoukovitch tirent les ficelles, autour d'un président Zelensky trop occupé.